

Arrêté préfectoral complémentaire portant mesure dérogatoire liée au remplacement temporaire de certains équipements induits par la panne de la chaudière de l'exploitation de collecte et de transformation de sous-produits animaux SOLEVAL FRANCE située au 40 chemin de Quilla sur la commune d'Auterive

n° 22

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2730 (traitement des cadavres, des déchets ou des sous-produits d'origine animale à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature) ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2731 (dépôt ou transit de sous-produits animaux) ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°9 du 20 avril 2006 modifié pour l'exploitant FRANCE GRAS d'exploiter un établissement de traitement de sous-produits animaux sur la commune d'Auterive ;

Vu la déclaration de changement de dénomination sociale de la société France Gras au 1^{er} janvier 2013 devenue SOLEVAL FRANCE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°55 du 21 octobre 2013 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique (RSDE) en première phase (phase initiale) ;

Vu le dossier de porter à connaissance reçu, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, par la société SOLEVAL FRANCE le 4 décembre 2023, complété le 18 décembre 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 décembre 2023 ;

Considérant la panne de la chaudière et l'indisponibilité de l'oxydeur thermique couplé, survenus sur le site de l'usine de SOLEVAL et entraînant depuis le 23 octobre 2023, un arrêt complet de l'activité ;

Considérant la nécessité de remplacer cet équipement par du matériel de location : chaudière et laveur d'air, pour permettre une reprise rapide de l'activité pour une période temporaire d'environ un an à compter du 20 décembre 2023, le temps de trouver une solution technique pérenne relative au traitement de l'eau, de l'air et de la production d'énergie ;

Considérant que les mesures prises par l'exploitant de cette installation, dans les conditions actuelles, permettent de maîtriser les dangers ou inconvénients relatifs aux intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant le 19 janvier 2024, par courriel ;

Considérant les observations, en date du 26 janvier 2024, de la part de l'exploitant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, la société SOLEVAL FRANCE, autorisée à exploiter un établissement de traitement de sous-produits d'origine animale situé au 40 chemin de Quilla sur la commune d'Auterive (31190), est tenue de respecter durant la période du 20 décembre 2023 au 31 décembre 2024, les dispositions des articles suivants dans le cadre de la modification des installations portée à la connaissance du préfet.

En cas de retard pris dans la mise en œuvre de nouvelles dispositions pérennes, les prescriptions prévues par le présent arrêt pourront continuer à s'appliquer le temps nécessaire à l'exploitant de trouver une solution technique pérenne relative au traitement de l'eau, de l'air et de la production d'énergie. L'exploitant en informera sans délai le préfet.

Art. 2 – Les prescriptions suivantes sont modifiées ou complétées par celles figurant à l'annexe I du présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des prescriptions complétées ou modifiées Thème	Nature des modifications (modification, complément) Références correspondantes du présent arrêté
Arrêté du 20 avril 2006	Art. 1 Rubriques ICPE	Modification Annexe 1 – Article 1
	Art. 23 de l'annexe technique Rejets aqueux	Complément Annexe 1 – Article 2
	Art. 27 de l'annexe technique traitement des gaz odorants froids	Modification Annexe 1 – Article 3
	Art. 29 de l'annexe technique Installation traitant les odeurs	Modification Annexe 1 – Article 4
	Art. 30 de l'annexe technique Hauteur de cheminée	Modification Annexe 1 – Article 5
	Art. 31 de l'annexe technique rejets dans l'atmosphère	Modification Annexe 1 – Article 6
	Art. 32 de l'annexe technique rejets dans l'atmosphère	Modification Annexe 1 – Article 7
	Art. 38 de l'annexe technique déchets	Modification Annexe 1 – Article 8
	Art. 43 de l'annexe technique rejets dans l'atmosphère	Modification Annexe 1 – Article 9

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 5. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1^o par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2^o par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 6. – Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Auterive et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Auterive pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 7. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la directrice départementale de la protection des populations de la Haute-Garonne, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Auterive sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SOLEVAL FRANCE.

Fait à Toulouse, le 20 FEV. 2024

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe
la Sous-préfète à la ville

Hélène LESTARQUIT

Annexe : Prescriptions techniques modifiées ou complétées

ANNEXE I

Prescriptions techniques modifiées ou complétées

ANNEXE I

Prescriptions techniques modifiées ou complétées

Article 1 – Tableau de classement (modification)

Le tableau de classement présenté à l'article 1 de l'arrêté du 20 avril 2006 est modifié comme suit :

L'exploitant est autorisé à exploiter les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, suivantes :

Rubriques ICPE		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2730	Traitement de sous-produits animaux d'origine animales capacité de traitement étant > à 500kg	200T/j	A
2731-2	Dépôt ou transit de sous-produits animaux 2. Autres installations que celles visées au 1 : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg	Entreposage de sous-produits animaux collectés en attente de transfert pour traitement sur le site d'Agen 130 tonnes	A
3650	Élimination ou recyclage de carcasses ou de déchets animaux, avec une capacité de traitement > à 10 tonnes par jour	200T/j	A
3642-1	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75T de produits finis par jour	110T/j	A
2910-A-2	Combustion (...) A.lorsque sont consommés exclusivement , seuls ou en mélange, du gaz naturel... 2.La puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant supérieure ou égale à 1MW , mais inférieure à 20MW	Puissance de 10MW	D

Article 2 – Traitement des effluents et conditions de rejets (complément)

Les dispositions relatives aux conditions de rejets des effluents aqueux de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2006 sont complétées comme suit :

L'avenant à la convention de rejet pris avec le gestionnaire du réseau (Réseau 31) dans le cadre de l'autorisation exceptionnelle accordée est transmise dès réception à l'Inspection des installations classées.

L'exploitant met en œuvre les mesures spécifiques prescrites dans l'avenant à la convention pour permettre l'acceptation des rejets aqueux par la station d'épuration urbaine de la commune.

Article 3 – Installation traitant les odeurs (modification)

Les dispositions relatives aux gaz odorants froids de l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2006 sont modifiées comme suit :

Dans les installations traitant par déshydratation les sous-produits d'origine animale, tous les gaz odorants froids de process provenant des matières premières des installations de réception, et de broyage sont collectés et dirigés vers le laveur d'air.

Article 4 – Installation traitant les odeurs (modification)

Les dispositions relatives aux gaz odorants froids de process de l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2006 sont modifiées comme suit :

Les effluents gazeux ainsi collectés sont dirigés par des circuits réalisés dans des matériaux anticorrosion vers des installations de lavage par traitement chimique.

Article 5 – Hauteur de cheminées (modification)

Les dispositions relatives aux cheminées de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2006 sont modifiées comme suit :

La hauteur des cheminées (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'une part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptible de gêner la dispersion des gaz.

Cette hauteur est de 9,60 mètres pour la chaudière et de 9,20 mètres pour le laveur d'air.

Article 6 – rejets dans l'atmosphère (modification)

Les dispositions relatives aux rejets dans l'atmosphère de l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2006 sont modifiées comme suit :

Les valeurs limites des effluents gazeux émis par le laveur d'air sont conformes à celles indiquées dans l'article 34 de l'arrêté du 12 février 2003 susvisé.

Les valeurs limites des effluents gazeux émis par la chaudière sont conformes à celles indiquées dans l'article 6.2.4.I de l'arrêté du 3 août 2018 susvisé, relatif à la rubrique 2910-A-2.

Ces valeurs sont reprises dans le tableau suivant :

Installations	Laveur d'air	Chaudière, 10MW, gaz naturel
Paramètres	Valeurs exprimées sur gaz secs après déduction de la vapeur d'eau et rapportés à une concentration de 11% d'oxygène sur gaz secs	Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3% dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
Poussières totales	*Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1kg/h: < 100mg/m ³ . *Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h: 40mg/m ³ .	Néant
Monoxyde de carbone :	<100 mg/Nm ³	Néant
Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre)	si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, < 300 mg/m ³ .	Néant
Oxydes d'azote (hors protoxyde d'azote,	Si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, < 500 mg/m ³ .	100 mg/Nm ³ .

exprimés en dioxyde d'azote)		
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)	si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h : <50 mg/m ³ .	Néant
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF)	si le flux horaire est supérieur à 500 g/h : <5mg/m ³ pour les composés gazeux et <5mg/m ³ pour l'ensemble des vésicules et particules.	Néant
Carbone organique total	< 20mg/Nm ³ de carbone organique total.	Néant
Hydrogène sulfuré	si le flux horaire d'hydrogène sulfuré dépasse 50 g/h: < 5 mg/m ³ .	Néant
Ammoniac	si le flux horaire d'ammoniac dépasse 100 g/h:< 50 mg/m ³ .	Néant
Dioxines et furannes	< 0,1 ng/m ³ . Elle doit être mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum et renvoie à la concentration totale en dioxines et en furannes calculée au moyen du concept d'équivalence toxique.	Néant

Article 7 – rejets dans l’atmosphère (modification)

Les dispositions relatives à la surveillance des rejets atmosphériques de l’article 32 de l’arrêté préfectoral du 20 avril 2006 sont modifiées comme suit :

Dans le cas où une installation rejette le même polluant par divers rejets canalisés, les dispositions de l’article 31 s’appliquent à chaque rejet canalisé dès lors que le flux total de l’ensemble des rejets canalisés et diffus dépasse le seuil fixé à l’article 31.

Article 8 – déchets (modification)

Les dispositions relatives aux déchets de l’article 38 de l’arrêté préfectoral du 20 avril 2006 sont modifiées comme suit :

Les différents déchets produits par l’installation, leurs conditions de stockage et enlèvement sont précisés dans le tableau suivant :

Code déchet	Type de déchet	Quantité prévisionnelle	Mode de stockage et devenir
02 02 04	Déchets du prétraitement des eaux usées	250 t/an	Traitement à l’usine ATEMÀX France à Agen
08 01 11 *	Déchets de peinture	Ponctuel	Uniquement en cas d’opérations spécifiques
08 03 17 *	Cartouches et toners d’impression	100 kg / an	

12 03 01 *	Restes de solvants issus de la fontaine de dégraissage à la maintenance	500 kg / an	Enlèvement par un prestataire spécialisé
13 02 08 *	Huiles moteur	500 kg / an	
15 01 03	Palettes bois	Ponctuel	Les palettes usagées sont habituellement reprises au fil de l'eau par le fournisseur. Un enlèvement par un prestataire (benne spécifique) peut être organisé ponctuellement en cas de grande quantité à enlever
15 01 10 *	Fûts vides ayant contenu des produits chimiques	20 t / an	Quantité estimée compte tenu des volumes supplémentaires à faire évacuer (produits chimiques pour le laveur d'air)
15 02 02 *	Absorbants, filtres, chiffons et EPI souillés	2 t / an	
16 01 17	Ferrailles	Variable selon les travaux effectués dans l'usine	Benne ferraille spécifique enlevée par le prestataire
16 02 13 *	DEEE	2 t / an	Quantité variable selon les travaux réalisés
16 05 04 *	Bombes aérosols	100 kg / an	
16 05 06 *	Produits chimiques de laboratoire	100 kg / an	
20 02 01	Déchets issus de l'entretien des espaces verts	Sans objet	Déchets enlevés par le prestataire après chaque intervention
20 03 01	Déchets ménagers en mélange (bureaux, ...)	Variable	Collecte hebdomadaire en porte à porte par le service public de gestion des déchets

**: déchets dangereux*

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une gestion des déchets produits par ses activités dans le respect des principes définis par l'article L.541-1 du code de l'environnement et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (titre IV du livre V du code de l'environnement relatif aux déchets et les textes d'application).

Article 9 – Surveillance des émissions (modification)

Les dispositions relatives à la surveillance des émissions de l'article 43 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2006 sont modifiées comme suit :

L'exploitant met en place des mesures de surveillance des émissions et à ses frais selon le programme suivant :

- pour les émissions sonores : une campagne de mesure par an.
- pour les valeurs des paramètres de l'effluent avant raccordement à la station d'épuration : une mesure par mois.
- pour les rejets dans l'atmosphère : une mesure par an.
- pour les odeurs : une mesure annuelle dans le bâtiment cuisson, la cheminée du laveur d'air, le local de broyage des farines, les silos de farine lors d'un chargement et le lieu de stockage des graisses lors d'un chargement.

Concernant les rejets issus du laveur d'air, la mesure annuelle attendue de la qualité des rejets atmosphériques ainsi que des odeurs est réalisée par un organisme spécialisé dans le trimestre qui suit la mise en service du laveur d'air afin de connaître plus précisément la qualité des rejets. Sur la base de ces analyses, une nouvelle étude de dispersion est réalisée.

Le cas échéant, des mesures correctives sont mises en œuvre pour réduire ses rejets avec une éventuelle campagne de nouvelles mesures pour en évaluer l'efficacité.

20 FEV. 2024

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe
la Sous-préfète à la ville

Hélène LESTARQUIT ,